

L'ONU dénonce le génocide contre les rohingyas



Après un an de répression brutale et de massacres contre la minorité ethnique des rohingyas, une mission Internationale d'Enquête de l'ONU a conclu que les crimes commis contre elle par le gouvernement du Myanmar, l'ancienne Birmanie, constituent une politique de génocide et qu'il existe des preuves pour juger de hauts fonctionnaires et chefs de l'armée pour cette barbarie.

Les rohingyas constituent une communauté musulmane d'environ un million de personnes qui vivent dans le Nord du Myanmar, un pays situé sur les rives du Golfe de Bengale et dont 25 millions d'habitants sont bouddhistes.

Cette minorité est victime, depuis des années, d'une discrimination féroce. Elle se voit refuser le droit à la nationalité, en général ils manquent de documents d'identité, leur accès à la santé et à l'éducation est restreint et il n'ont pas le droit d'être les propriétaires de leur logements.

La situation s'est aggravée lorsque le 25 août 2017 un groupe de résistance a attaqué plusieurs commissariats de police du Myanmar ce qui a été pris comme prétexte pour entreprendre des opérations militaires contre de petits villages civils et sans défense. Ces attaques ont fait un nombre indéterminé de morts et entraîné la fuite de plus de 600 mille personnes vers le Bangladesh où elles sont entassées dans des campements précaires.

De nombreuses personnalités, des gouvernants et même des fonctionnaires de l'ONU, ont dénoncé les massacres mais cela n'a pas constitué un frein pour le gouvernement présidé, grand paradoxe, par la Prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi.

Durant des mois, ce drame s'est déroulé en silence tandis que le gouvernement du Bangladesh et des organisations humanitaires demandaient de l'aide pour ce grand nombre de réfugiés, ainsi que pour des dizaines de milliers de personnes qui sont restées coincées dans des régions marécageuses dans leur tentative d'échapper aux massacres.

Il y a eu enfin maintenant la dénonciation faite par une mission de l'ONU qui appelle le Conseil de Sécurité à agir et à faire juger les responsables pour des crimes contre l'humanité par un tribunal spécial.

L'on met aussi au pied du mur la Prix Nobel de la Paix Aung Suu Kyi, qui ne s'est pas acquittée des devoirs inhérents à son rang et à son poste de première ministre et qui pourrait être accusée de promouvoir ou au moins de permettre la réalisation de missions de nettoyage ethnique.

C'est aussi, un appel à la conscience collective de l'humanité, à ce que l'on est convenu d'appeler la communauté internationale, qui, durant des années, a observé en silence et presque sans réagir, comment un peuple était systématiquement exterminé.

La tragédie n'a pas encore pris fin et malheureusement elle n'est pas la seule sur la planète.

Presque pour les mêmes motifs que l'on attaque les rohingyas, le peuple palestinien et de nombreuses communautés indiennes ou minoritaires sont victimes d'une extermination et d'une persécution féroces. C'est le cas aussi de indiens Mapuches en Argentine et au Chili où on les accuse et on les traite comme des terroristes parce qu'ils défendent leur droit à la terre.

Au 21e siècle de l'histoire moderne, notre espèce est la seule qui, de façon préméditée et pour des motifs religieux, ethniques, politiques ou à cause de différences de pensée, détruit une partie de ses membres.

C'est étonnant et triste à la fois.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/170341-lonu-denonce-le-genocide-contre-les-rohingyas>



Radio Habana Cuba